

PATRIMOINE : UN OBJET RÉVÉLATEUR DES ÉVOLUTIONS DE LA GÉOGRAPHIE ET DE SA PLACE DANS LES SCIENCES SOCIALES

Vincent Veschambre

Armand Colin / Dunod | « [Annales de géographie](#) »

2007/4 n° 656 | pages 361 à 381

ISSN 0003-4010

ISBN 9782200923150

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-Annales-de-geographie-2007-4-page-361.htm>

!Pour citer cet article :

Vincent Veschambre, « Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales », *Annales de géographie* 2007/4 (n° 656), p. 361-381.

DOI 10.3917/ag.656.0361

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin / Dunod.

© Armand Colin / Dunod. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales

Armand Colin | *Annales de géographie*

2007/4 - n° 656

pages 361 à 381

ISSN 0003-4010

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2007-4-page-361.htm>

Pour citer cet article :

"Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales", *Annales de géographie*, 2007/4 n° 656, p. 361-381.

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales

Heritage, as a significant tool to understand the developments of geography and its place in the social sciences

Vincent Veschambre

Maître de conférences, Université d'Angers, CARTA-UNR CNRS ESO 6590

Résumé

Cet article décrit l'émergence de la problématique du patrimoine en géographie, en situant la discipline parmi les autres sciences sociales. Par rapport aux historiens, urbanistes, ethnologues, sociologues, les géographes sont à la fois moins précocement investis dans ce champ d'étude et moins visibles, alors que la dimension spatiale de la construction du patrimoine a été soulignée dès les années 1980. Objet transdisciplinaire par excellence, le patrimoine révèle à la fois le caractère relativement récent d'une insertion assumée de la discipline dans les sciences sociales et la moindre légitimité qu'elle continue à occuper. Ce travail est également l'occasion de préciser la manière dont le patrimoine est abordé dans la discipline. Nous avons identifié trois grands types d'approches parmi les géographes : l'une axée sur la place du patrimoine dans l'aménagement et le développement local, l'autre sur le patrimoine comme vecteur de construction identitaire, la dernière sur les jeux d'acteurs et les conflits, autour de patrimonialisation. C'est à travers ces deux dernières approches que l'apport des géographes nous semble le plus stimulant. En envisageant le patrimoine comme un des paramètres de la construction des groupes sociaux dans la dimension spatiale, et comme point d'appui pour l'appropriation de l'espace.

Abstract

This paper describes the emergence of geographical issues — related to other social sciences — on heritage. Even though the spatial dimension of the construction of heritage has been underlined since the 1980's, geographers, unlike historians, urban planners, ethnologists, sociologists..., have not precociously and notably been involved in this research field. A transdisciplinary topic par excellence, the concept of heritage testifies to the relatively recent — and not yet fully held — integration of geography into social sciences. This paper aims at clarifying the geographical approach to heritage. We identify three major points of view : the first one focuses on the position of heritage in land planning and development, the second gives evidence to the role of heritage in the construction of identities, and the third analyses the relationships of the various actors and their conflicts on the concept of heritage and its implementation. These last two approaches appear to be the most stimulating for geographers, analysing heritage as one of the parameters of the construction of social groups in its spatial dimension and as an asset for spatial appropriation.

Mots-clés

Patrimoine, géographie, sciences sociales, identité, conflits, géographie sociale, géographie culturelle, appropriation de l'espace.

Key-words

Heritage, geography, social sciences, identity, conflicts, social geography, cultural geography, appropriation of space.

Introduction

S'il est un objet transversal aux sciences sociales, c'est bien le patrimoine. Le patrimoine envisagé dans le sens qui s'est imposé depuis une trentaine d'années, pour désigner les héritages matériels ou immatériels reconnus par les sociétés, afin d'être transmis aux générations futures. Comme l'ont bien établi les premiers géographes francophones à théoriser sur le patrimoine (Di Méo, 1995 ; Gravari-Barbas, 1996), le renouvellement de la notion de patrimoine comporte non seulement une extension typologique (du château à l'usine), chronologique (des antiquités au patrimoine XX^e siècle) mais aussi spatiale (de la croix de pierre au paysage (Veschambre, 1998)), ce qui ouvre des perspectives extrêmement stimulantes pour une discipline qui entre par l'espace pour étudier la société et ses transformations.

De ce fait, envisager la manière dont la géographie française s'est emparée de cet objet ou de cette problématique, nous est apparu très instructif sur le positionnement de la discipline dans les sciences sociales (première partie), mais aussi sur ses évolutions internes (seconde partie).

Afin de préciser l'émergence de l'objet patrimoine en géographie¹, de situer la géographie par rapport aux autres sciences sociales et de caractériser la manière dont les géographes abordent cet objet, nous avons exploité des bases de données (thèses, colloques, *Répertoire des géographes*), des sommaires de revues et lu de manière plus approfondie des textes et ouvrages qui font date, dans les sciences sociales et en géographie.

1 Une entrée tardive de la géographie dans le concert patrimonial et une place encore modeste

Pour retracer l'émergence de la notion de patrimoine en géographie, nous nous sommes attachés à repérer son apparition dans les intitulés de thèses, d'articles et d'ouvrages, partant du principe que « si la chose est essentielle, le mot (a) toute son importance » (Desvallées, 1998). Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'autres travaux, voire de plus anciens, qui aient abordé une problématique analogue. Mais nous postulons que l'apparition du terme et sa mise en exergue sont tout de même significatifs de la prise en considération d'un objet nouveau.

1.1 *Des thèses précoces mais une invisibilité durable des géographes sur le terrain patrimonial*

1.1.1 *Des thèses de géographie qui contribuent à défricher une nouvelle acception du mot patrimoine*

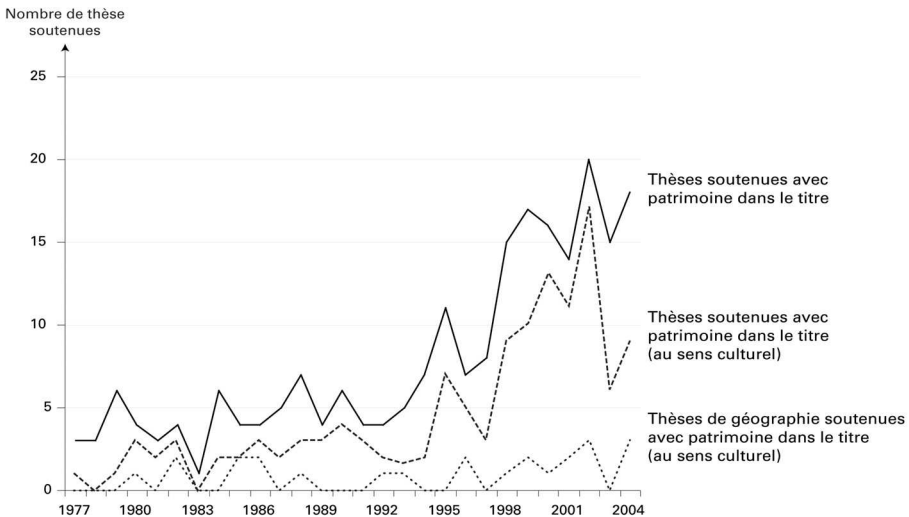
Les premières thèses soutenues sur le patrimoine, au sens d'héritage culturel, sont concomitantes de « l'effervescence patrimoniale » qui se manifeste au tournant des années 1970-1980. L'année 1980, consacrée « année du patrimoine » par

¹ Sur ce plan, cet article s'est appuyé pour le compléter sur un premier texte co-écrit avec I. Garat et M. Gravari-Barbas (2001).

le ministre de la Culture J.-P. Lecat, est celle à partir de laquelle s'impose cette nouvelle acception du mot *patrimoine* parmi les thèses.

La géographie fait partie des premières disciplines au sein desquelles émerge la notion de patrimoine dans un sens nouveau, qui ne soit plus celui des juristes, des gestionnaires ou des économistes. Dès 1980 sont soutenues deux thèses de 3^e cycle avec l'étiquette « géographie », sur la notion de patrimoine architectural urbain, sous la direction de l'urbaniste F. Choay et du géographe M. Roncayolo. Jusqu'au milieu des années 1980, plus du tiers des thèses soutenues avec patrimoine dans le titre sont placées sous le signe de la géographie.

Après 1986, le rythme de soutenance de thèses de géographie sur le sujet faiblit et la discipline décroche par rapport aux autres sciences sociales (graph. 1). Il faut attendre ensuite les années 2000 pour que le nombre de thèses de géographies qui affichent l'objet patrimoine augmente à nouveau, mais sans atteindre la proportion qu'il représentait 20 ans auparavant.



Source : base de données SUDOC.

Graph. 1 Évolution du nombre de thèses soutenues avec patrimoine dans le titre entre 1977 et 2004.

Evolution of the number of theses supported with heritage in the title between 1977 and 2004.

Alors qu'elle semblait jouer un rôle pionnier dans l'émergence d'un champ patrimonial en sciences sociales, ce repli de la discipline dans les années 1980-1990 ne laisse pas de surprendre. Les terrains et les thématiques qui allaient être ensuite repris et développés étaient déjà pourtant bien présents, que ce soit la valorisation patrimoniale des centres anciens ou l'intégration des éléments patrimoniaux dans l'aménagement de l'espace.

Il est également paradoxal de constater que si la géographie est pionnière du point de vue des thèses sur le patrimoine, elle apparaît invisible pour ce qui concerne les premiers ouvrages de référence sur le sujet.

1.1.2 Les premiers ouvrages de référence sur le patrimoine : des « lieux de mémoire » sans géographes

L'abondante bibliographie patrimoniale des années 1980 et 1990 est significative de cette « percée » du patrimoine dans les problématiques scientifiques. Les premiers textes qui ne traitent pas de questions strictement techniques sont essentiellement dus à des historiens et des historiens de l'art (Babelon, Chastel, 1980 ; Leniaud, 1992 ; Poulot, 1993), à des sociologues (Bourdin, 1984), à des économistes (Guillaume, 1980). L'ouvrage monumental dirigé par P. Nora consacré aux *Lieux de mémoire* a constitué un jalon important ; le chapitre rédigé par A. Chastel (« la notion de patrimoine ») est devenu un texte de référence sur l'émergence de la notion et ses récents développements en France (Chastel, 1986). Au tout début des années 1990, l'ouvrage d'une historienne de l'urbanisme, F. Choay (1992) a eu un impact considérable. De manière générale, ces écrits cernent l'émergence de la notion de patrimoine en France (ou en Europe occidentale), traitent de l'évolution des approches de restauration, des doctrines de protection des monuments historiques, de la place que le patrimoine occupe dans la société contemporaine, proposent des interprétations de « l'effervescence patrimoniale ». En même temps, les architectes monopolisent toujours les questions techniques concernant le traitement du patrimoine bâti et fournissent le noyau dur des « grands-messes » du patrimoine organisées annuellement depuis 1988 par la Direction du Patrimoine du Ministère de la Culture : les *Entretiens du Patrimoine*.

Quant aux géographes, ils sont absents de ces premiers ouvrages sur le patrimoine.

1.2 Au début des années 1990 : une entrée décalée des géographes dans le concert patrimonial

Il faut attendre le début des années 1990 pour voir s'impliquer les géographes de manière plus visible, à travers l'organisation de colloques et la publication d'articles dans les revues nationales de la discipline.

Sans pour autant la mettre en exergue et en faire leur objet d'étude, quelques précurseurs avaient déjà intégré cette notion de patrimoine dans leur réflexion. C'est le cas notamment de J.-P. Lévy qui soulignait dans ses travaux sur les cycles de la centralité, l'importance de la « célébration du patrimoine » dans la dynamique de réhabilitation des centres anciens (Lévy, 1987).

Pour la réédition en 1990 de son ouvrage *La ville et ses territoires*, M. Roncayolo ajoute un chapitre « mémoire et culture urbaine » dans lequel il parle de la conservation du patrimoine pour évoquer son impact sur le profil social des quartiers concernés et plus largement sur la manière de faire la ville (Roncayolo, 1990). Il souligne le changement d'échelle des

mesures de protection, qui de ponctuelles à l'origine deviennent de plus en plus zonales au cours du temps, ouvrant ainsi, de manière non explicite, des perspectives aux géographes.

1.2.1 Les premières manifestations des géographes : colloques et revues

C'est au tournant des années 1980-1990 que nous repérons les premières participations de géographes à des colloques consacrés au patrimoine.

Nous en comptons trois dans le cadre du colloque *Patrimoine, tradition et modernité : architecture et urbanisme au Maghreb*, organisé par l'École d'architecture de Grenoble en 1989. Mais de manière significative, s'il s'empare du mot patrimoine dans son intervention pour essayer de le définir (*Le patrimoine : quoi, pourquoi, pour qui ?*). J.-F. Troin conclut en se définissant comme profane, par rapport aux architectes, et en interpellant « les spécialistes les plus qualifiés » (Troin, 1991, p. 34). Dans le contexte scientifique de l'époque, il paraît encore difficile pour un géographe de se considérer comme légitime sur ce terrain. Ce qui n'empêche pas dans le même temps N. Boumaza de s'emparer de la notion de patrimoine et d'engager une réflexion théorique en conclusion du colloque, sans pour autant se positionner en tant que géographe et mettre en avant la référence à l'espace (Boumaza, 1991). Deux ans plus tard, il est le premier géographe à organiser un colloque sur le sujet².

Lors du colloque *Patrimoine et développement*³ organisé à Lyon en 1991, le seul géographe, Jean Pelletier, fait une communication intitulée *Réhabilitation et transformation du tissu social*. De manière significative, le mot *patrimoine* n'apparaît pas dans son texte, qui porte sur les processus de renchérissement du foncier dans les secteurs sauvegardés (Pelletier, 1992). Cette réflexion s'inscrit dans une série de travaux, de géographes notamment, qui depuis le début des années 1980 décrivent les conséquences sociales des réhabilitations dans les centres anciens (Joly, 1983 ; Tomas, 1985).

C'est en 1995 qu'un colloque ancré dans la discipline affiche pour la première fois le mot patrimoine, à travers un atelier intitulé « le patrimoine dans les villes moyennes »⁴. C'est probablement la première occasion pour des géographes de raccorder leur sujet d'étude à une problématique patrimoniale. Mais dans le compte rendu de l'atelier, J.-P. Volle souligne le caractère « implicite » de l'usage de *patrimoine* : la plupart des auteurs ne discutent pas la notion et aucun ne l'envisage du point de vue de sa discipline.

2 N. Boumaza (dir.), *Le patrimoine bâti du Maghreb, sa préservation*, 1991, IGA Grenoble, Institut du Monde arabe, juin 1991. Il faut souligner que la culture arabo-musulmane représente un objet privilégié, sous l'angle à la fois matériel et immatériel, dans l'émergence et l'affirmation de la notion contemporaine de patrimoine. Les médinas, dont l'inversion des valeurs a été beaucoup étudiée, occupent une place centrale dans cette réflexion patrimoniale.

3 R. Neyret (dir.), *Patrimoine et développement : connivences ou divergences ?*, Lyon, 3-4 décembre 1991.

4 Colloque « Villes moyennes, Espace, Société, Patrimoine », organisé en janvier 1995 à Mâcon, sous la direction de N. Commerçon et Pierre Goujon. Huit géographes abordent le patrimoine dans le cadre de ce colloque.

C'est autour de G. Di Méo que s'élaborent les premières réflexions théoriques qui ouvrent des perspectives pour une approche géographique du patrimoine. C'est à partir de 1992 qu'il met en avant la notion de patrimoine en tant qu'élément de la construction territoriale, au sein des travaux de la MSH d'Aquitaine, dans le cadre d'un programme intitulé « l'alchimie du patrimoine » (Di Méo *et alii*, 1992). Ces réflexions donnent lieu à ce qui est à notre connaissance le premier article paru dans une revue de géographie nationale (les *Annales de géographie* en l'occurrence), où patrimoine figure dans le titre (Di Méo *et alii*, 1993). Puis en 1995, il publie un texte dans *Espaces et sociétés*, où apparaît l'expression de « parenté conceptuelle » entre territoire et patrimoine (Di Méo, 1995). Dans ce texte, il pose la question de savoir s'il est pertinent de surcharger le champ déjà bien encombré du patrimoine par une notion aussi polysémique que celle de territoire. La justification consiste pour lui à mettre en perspective ces deux concepts, dont il postule la très grande proximité, ce qui est une manière de légitimer et de fonder une approche géographique de la notion de patrimoine. En préambule de sa confrontation des deux concepts, il rappelle la logique de spatialisation des dispositifs de protection, depuis le périmètre des 500 mètres (loi du 31 décembre 1913), jusqu'aux ZPPAU⁵ (loi du 7 janvier 1983) : « cette familiarité qui unit les concepts de patrimoine et de territoire trouve sans doute son origine dans le lent mais constant effort de patrimonialisation de l'espace ou, plus exactement, d'extension à l'espace du concept patrimonial » (Di Méo, 1995, p. 17).

Au-delà du repérage des premiers textes de géographes qui abordent la notion, il est intéressant de dater sa reconnaissance « officielle » au sein de la discipline.

1.2.2 L'apparition du mot patrimoine dans les dictionnaires et le Répertoire des géographes au cours des années 1990

Contemporain des tous premiers textes de géographes sur le sujet, le dictionnaire *Les mots de la géographie*, paru en 1992, a le mérite d'enregistrer l'apparition du patrimoine parmi les objets de la discipline, sans pour autant que la dimension spatiale ne soit explicitée (Brunet, 1992). Mais la définition reste brève, confuse, entretenant l'ambiguïté entre les différentes acceptions du mot. Elle met cependant l'accent sur le patrimoine au sens d'héritage que l'on conserve, « tant naturel que construit » et se termine sur l'idée de « mise en valeur » et de création de « nouvelles ressources ».

Résultat d'une enquête menée tous les 4 ans, le *Répertoire des géographes* confirme les premiers points de repère chronologiques : c'est bien entre 1994 et 1998 qu'est entérinée l'apparition du patrimoine en géographie, puisqu'il fait partie des nouveaux mots-clés de l'édition 1998 qui sont proposés aux universitaires, chercheurs, et géographes professionnels, afin de définir leur recherche.

5 Zones de protection du patrimoine architectural et urbain (et paysager désormais).

Si l'on peut considérer que le patrimoine devient un objet « légitime » pour les géographes dans la seconde moitié des années 1990, il faut attendre cependant le tournant des années 1990-2000 pour que s'intensifie la réflexion sur ce thème dans la discipline.

1.2.3 Une montée en puissance du patrimoine chez les géographes à la fin des années 1990

Le colloque *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à la fin du XX^e siècle*, organisé fin 1999 par deux géographes, M. Gravari-Barbas et S. Guichard-Anguis, suscite et enregistre à la fois un intérêt accru des géographes pour cet objet (Gravari-Barbas, Guichard-Anguis, 2003). Alors que la problématique n'était pas strictement géographique, les géographes représentent plus de la moitié des participants⁶. En se plaçant à l'échelle mondiale, les responsables du colloque proposent de questionner les différences de conception du patrimoine et mettent l'accent sur les acteurs et les enjeux de la construction patrimoniale.

Dans un esprit assez proche, mais sur un objet plus circonscrit, F. Péron organise en 2000 un colloque intitulé *Patrimoine maritime 2000 sur les façades de l'Union européenne : construction, signification, rôle social et géographique* (Péron, 2001). Les géographes y sont également bien présents, représentant un tiers des intervenants.

Onze ans après *Les mots de la géographie*, le *Dictionnaire de la géographie* enregistre cette appropriation de l'objet patrimoine par les géographes à travers une définition de deux pages, entièrement axée sur l'acception qui nous intéresse ici. La définition s'inscrit dans la catégorie « champs communs » du dictionnaire, c'est-à-dire d'emblée dans le champ des sciences sociales. O. Lazzarotti ne se positionne pas par rapport à ce que la géographie pourrait apporter dans ce « champ commun » que représente le patrimoine (Lazzarotti, 2003). Mais en mettant en évidence le volet social et politique de toute forme de mise en patrimoine, il montre bien comment la géographie peut s'inscrire dans ce champ de recherche, au sein des sciences sociales.

Les relevés systématiques confirment ces notations qualitatives et cette idée de montée en puissance des travaux sur le patrimoine au début des années 2000. Le nombre de dépôts de sujets de thèse de géographie comportant le mot patrimoine augmente significativement à partir de 2001. Du côté des revues, c'est surtout après 2000 que le mot patrimoine apparaît dans les titres d'articles et dans les intitulés de dossiers.

Il faut également signaler au début des années 2000 l'arrivée du néologisme *patrimonialisation* dans la discipline, ce qui traduit la volonté d'envisager un processus social de reconnaissance de certains héritages plutôt que les éléments patrimonialisés en tant que tels.

6 Avec 36 participants français et étrangers. Le fait que ce soient des laboratoires de géographie qui soutiennent le colloque et que les organisatrices elles-mêmes soient géographes explique cependant pour partie ce résultat.

Tab. 1 Nombre d'articles avec patrimoine dans le titre dans les revues de géographie nationales (1990-2004).
Number of titles including the word "heritage" in national geographical reviews (1990-2004).

Revue	Nombre d'articles (1990-1997)	Nombre d'articles (1998-2004)
<i>Annales de géographie</i>	2	3
<i>Espace géographique</i>	0	1
<i>BAGF</i>	0	3
<i>Cybergeo</i>	0	0
<i>Géographie et culture</i>	2	0

Tab. 2 Les dossiers « patrimoine » dans quelques revues de géographie.
Special surveys on "heritage" in several geographical reviews.

Revue	Dossiers patrimoine
<i>Annales de géographie</i>	Tourisme et patrimoine (2003)
<i>BAGF</i>	Terroirs, patrimoine, pays (2002).
<i>Géocarrefour</i>	Patrimoine et aménagement urbain (2004)
<i>Noroi</i>	Patrimoine et environnement : les territoires du conflit (2000)
<i>Revue de géographie alpine</i>	Patrimoine, montagne et biodiversité (1998)

Il reste à déterminer la place occupée par ces travaux de géographes, dont le nombre va croissant depuis le début des années 1990, dans le champ des sciences sociales.

1.3 Mais une discrétion qui demeure dans le champ des sciences sociales

Malgré cette dynamique que nous venons de décrire, les géographes demeurent fort discrets dans les lieux les plus légitimes, où l'on débat autour du patrimoine.

Les *Entretiens du patrimoine* ont évolué depuis le début des années 1990 vers des réflexions plus théoriques que techniques. Organisés par P. Nora à Paris, les *Entretiens* de 1994, intitulés *Science et conscience du patrimoine*, marquent ce tournant et ouvrent ceux-ci « à tous ceux qui s'intéressent aux rapports souvent complexes que nos contemporains entretiennent avec leurs patrimoines »⁷.

Mais les géographes sont pratiquement absents de ces *Entretiens* nouvelle formule. Le seul géographe à y avoir été invité au cours des années

7 M. de Saint-Pulgent (Directrice du patrimoine), Introduction des *Entretiens du patrimoine*, Fayard, 1997.

1990 est M. Roncayolo. En 1994, dans le cadre de l'atelier *Le patrimoine et les sciences humaines*, il avoue avoir du mal à préciser ce que pourrait être le point de vue spécifique de la discipline. Et quand il s'essaie à le faire, c'est en référence à une conception très classique de la géographie, comme « science des lieux », en citant L. Febvre : « L'apport de la géographie à la notion de patrimoine tient à cette dialectique subtile entre une science des lieux et une approche historique » (*idem*, p. 21).

De manière surprenante, il n'y a aucun géographe dans l'édition pilotée par F. Furet en 1996, consacrée aux rapports du patrimoine au temps et à l'espace. De même en 1997, sur *Patrimoine et références identitaires*, la géographie est absente de l'atelier consacré au « regard des sciences humaines ». L'édition 1998, coordonnée par R. Debray, est celle qui s'ouvre à la plus grande diversité disciplinaire : ethnologie, civilisation, sociologie, histoire, sémantique, information-communication, philosophie, psychanalyse, économie, droit, architecture sont représentées... mais toujours pas la géographie.

Le retour de la discipline se fait en 2000 : G. Burgel est alors invité par F. Loyer, qui met en exergue la légitimité des géographes sur ce terrain urbain. Mais celui-ci se refuse à avancer un point de vue disciplinaire, ce qui révèle à nouveau un manque de maturation de la réflexion en géographie. Il propose cependant quelques pistes, affirmant qu'à travers le patrimoine, il est possible d'appréhender comment les sociétés conçoivent leur espace (Burgel, 2001).

On pourrait multiplier dans le même temps les ouvrages de référence où les géographes français « brillent par leur absence ». C'est le cas de deux ouvrages collectifs de référence publiés en 1998, *Patrimoine et société* et *Patrimoine et modernité* dirigés par deux historiens, J.-Y. Andrieux et D. Poulot (1998). La même année paraît *Le patrimoine : culture et lien social* de P. Béghain : G. Di Méo y est cité, mais il est qualifié... d'ethnologue. Dans la bibliographie de l'un des derniers ouvrages de référence sur le sujet, celui que l'ethnologue M. Rautenberg a consacré à la *Rupture patrimoniale* (2003), on ne compte que 3 références « géographiques »... sur 136⁸.

Il est justement intéressant de comparer l'ethnologie et la géographie du point de vue de leur inégale légitimité dans ce domaine de recherche, alors que les représentants de ces deux disciplines ont commencé à publier à peu près en même temps sur le sujet. De par leur position institutionnelle (Fabre, 1997), les ethnologues se sont retrouvés au cœur de la « mutation » de la notion de patrimoine, voire même acteurs de cette mutation vers une « patrimonialisation généralisée ». Compte tenu de la dimension spatiale de ce processus, les géographes auraient pu tout aussi bien se retrouver aux premières loges pour envisager ce processus, ce qui n'a pas été le cas.

8 On y trouve *La ville et ses territoires* de M. Roncayolo, ainsi qu'un article de G. Gay et un numéro de la *Revue de géographie alpine*.

Pour expliquer ce déficit de visibilité, nous pouvons invoquer deux grands types d'explication : un certain retard de la géographie à aborder la problématique patrimoniale et un manque de légitimité de la discipline au sein des sciences sociales.

La première explication doit être relativisée : du point de vue des thèses, la géographie est au rendez-vous de l'émergence du patrimoine. Ce sont les publications visibles et plus particulièrement les ouvrages et participations de géographes aux textes collectifs de référence qui font défaut, encore aujourd'hui, alors que leurs travaux sont beaucoup plus nombreux qu'il y a 10 ans. Comme nous le rappelle C. Chivallon (2004), ce déficit de légitimité reflète les difficultés de la discipline à s'afficher comme science sociale, et à substituer à l'objet espace un objet société.

La géographie apparaît sans doute d'autant moins légitime que les géographes argumentent assez peu quand ils abordent le patrimoine, révélant ainsi un manque d'intérêt pour la théorisation. Rares sont les textes où l'on cherche à préciser ce que cela apporte de nouveau, de spécifique, de s'intéresser au patrimoine d'un point de vue de géographe.

Ce qui peut signifier également que bon nombre de géographes travaillant sur le patrimoine ne ressentent pas ou plus le besoin de s'affirmer comme tels dans un champ de recherche qui est par excellence transdisciplinaire. Prendre cet objet de recherche, c'est en effet se retrouver inévitablement engagé dans le dialogue avec les disciplines voisines et le succès récent du patrimoine dans la discipline est sans doute le reflet de son inscription plus nette dans les sciences sociales

Mais ce questionnement sur la relation entre géographie et patrimoine reste malgré tout pertinent, ne serait-ce que pour interroger les évolutions de la discipline qui sont ainsi révélées.

2 Le patrimoine, une construction sociale : entre géographie culturelle et géographie sociale

Cet intérêt récent mais manifeste de nombreux géographes pour le patrimoine nous semble révélateur d'évolutions profondes de la discipline. À travers le patrimoine (et les notions qui lui sont associées, *mémoire*, *identité*...), les géographes se retrouvent confrontés à la question du sens et de la valeur des lieux. L'espace apparaît alors comme le support de pratiques symboliques, comme « l'expression d'idéalités matérialisées » (Chivallon, 2000, p. 301). Et la géographie pratiquée s'ouvre ainsi forcément à l'articulation entre le matériel et l'idéal, ce qu'elle a trop longtemps négligé.

La lecture des principaux travaux de géographes sur le sujet révèle une tendance assez générale à envisager le patrimoine non comme un donné, mais comme un construit social. Ce qui ouvre à des approches méthodologiques, inspirées de l'anthropologie (Chevallier, 2000), qui privilégient le point de vue des acteurs. Cette manière d'envisager la construction de

l'objet de recherche, de « socialiser » cet objet, contribue à inscrire plus fortement la géographie dans les sciences sociales.

La géographie s'est peut-être emparée tardivement de cette problématique patrimoniale, mais contrairement à des disciplines plus immédiatement légitimes (histoire, histoire de l'art, architecture notamment), elle l'a fait en insistant plus sur les logiques sociales à l'œuvre (les différents groupes sociaux impliqués, les politiques adoptées, les constructions territoriales...) que sur l'objet patrimonial lui-même (Gravari-Barbas, 1996).

2.1 Les premiers textes de géographes sur le patrimoine : « vivre ensemble » versus conflits

Par-delà l'intérêt convergent pour la question du symbolique, pour la prise en compte des catégories produites par les acteurs, des sensibilités différentes se font jour et ceci dès les premiers textes de géographes.

2.1.1 Patrimoine, territoire et construction identitaire

D'emblée, G. Di Méo précise qu'il n'envisage pas le patrimoine en soi mais comme un « détour » pour mieux cerner son objet privilégié, le territoire. Il insiste sur l'ancrage mémoriel et identitaire que représente le patrimoine (matériel et immatériel), qui fonctionne de ce fait comme catalyseur de la fonction territoriale : « investie dans le territoire, ou plus simplement présente dans les lieux, dans les objets, dans l'architecture, la valeur patrimoniale fonde une mémoire commune » (Di Méo, 1995, p. 26). Ce qu'il résume en parlant de la « fonction identitaire » du patrimoine et de son rôle de « ciment social » (Di Méo *et alii*, 1993), en l'illustrant à travers les exemples du rugby et du carnaval dans les pays du Sud-Ouest. Le patrimoine est donc présenté comme composante indispensable à la construction territoriale. Inversement, en tant que support de transmission des références culturelles, le territoire est défini lui-même comme « un patrimoine transmissible ». Les expressions de « patrimoine territorial » ou de « territoire-patrimoine » manifestent cette quasi fusion sémantique opérée entre les deux termes (*idem*).

En associant ainsi le patrimoine au territoire, G. Di Méo l'inscrit du côté de ce que M. Lussault appelle les « rhétoriques spatiales identitaires » (Lussault, 2003), de ce que l'on pourrait appeler plus largement les rhétoriques holistes, c'est-à-dire les discours qui privilégient le « tous ensemble » et la convergence des intérêts (Ripoll, Veschambre, 2002) : « territoire et patrimoine participent ensemble, étroitement liés, confondus dans un même faisceau sémantique, au fond culturel de toute société cohérente, inscrite dans un espace » (Di Méo, 1995, p. 29). C'est ainsi que lorsqu'il évoque la « réinvention d'un territoire à valeur patrimoniale », il convoque les représentations géographiques convergentes des acteurs sociaux mais n'évoque pas les enjeux, voire les conflits qui sont associés à cette réinvention. Les acteurs sociaux en question sont d'ailleurs peu décrits, sinon en terme de périurbains et de ruraux, dont il montre le rapprochement autour des valeurs patrimoniales. Et quand il cite plus précisément « quelques

acteurs éminents » de la patrimonialisation dans un texte postérieur (Di Méo, Hinnewinkel, 1999), il ne va pas jusqu'à expliciter quels sont leurs intérêts (potentiellement contradictoires) à construire ainsi du patrimoine... et du territoire. Envisager ainsi, à partir des représentations dominantes, le patrimoine comme bien commun de « groupes sociaux localisés » et comme matrice d'une société locale tend à occulter les divergences d'intérêt dans les sociétés en question (Candau, 1998).

C'est à travers le patrimoine maritime que F. Péron aborde cette thématique, dès le début des années 1990. Lors du colloque de géographie sociale de Caen (1999), elle anticipe la critique selon laquelle il serait beaucoup plus urgent et pertinent d'envisager les « phénomènes d'exclusion, de marginalisation, d'exploitation des groupes sociaux dominés par les groupes sociaux dominants », en répondant que le patrimoine représente un angle d'approche privilégié pour analyser les nouveaux rapports des sociétés à leur espace, « une entrée méthodologique fructueuse de redéfinition conjointe des sociétés actuelles et de leurs territoires » (Péron, 2001, p. 20). Si cette question des rapports espace-société est bien au cœur de la géographie sociale, il y manque sans doute la question des rapports sociaux. Même si F. Péron n'évacue pas les rapports de force en matière de patrimonialisation, si elle identifie les groupes sociaux (classes moyennes) qui sont moteurs dans la construction patrimoniale (Péron, 2002), elle n'en fait pas sa priorité et ne va pas jusqu'à affirmer que l'entrée patrimoniale pourrait permettre de renouveler l'approche des processus de domination et la lecture des inégalités sociales.

Dans son introduction au colloque « Patrimoine maritime », elle rejoint d'ailleurs les propos de G. Di Méo en affirmant qu'« au niveau local, (le patrimoine) contribue à ressouder des communautés éclatées et à faire apparaître de nouvelles solidarités » (Péron, 2002, p. 22). Tous deux préfèrent insister dans leurs travaux sur le patrimoine comme facteur de cohésion sociale et au bout du compte sur une certaine efficacité de l'idéologie patrimoniale.

2.1.2 Les enjeux et les conflits pour l'appropriation de l'espace

Toute autre est la démarche de P. Melé qui envisage d'emblée le patrimoine sous l'angle des enjeux, des stratégies, des conflits d'intérêt, ce qui est peut-être lié aux terrains mexicains qui sont les siens, caractérisés par des inégalités sociales particulièrement exacerbées. Entamés dans la première moitié des années 1990, ses travaux sur la patrimonialisation dans les centres-villes du Mexique ont mis en évidence la manière dont la reconnaissance d'un patrimoine est utilisée par les différents acteurs en présence pour faire valoir leurs intérêts et pouvoir contrôler leur espace (Melé, 1995, 1996). Sa réflexion à propos des *vecindades*, anciens immeubles bourgeois paupérisés ou immeubles de rapport destinés d'emblée aux catégories populaires, est révélatrice de sa manière d'envisager la question patrimoniale. Il nous montre que l'instauration de larges zones de protection dans les

espaces centraux a conféré une valeur patrimoniale à ces immeubles et a suscité par là même deux grands types de stratégies. Celles adoptées par certaines élites qui en ont profité pour se réapproprier des édifices revalorisés et pour éloigner les catégories populaires. Celles mises en œuvre par les locataires des *vecindades* eux-mêmes, pour empêcher des démolitions voulues par certains propriétaires et pour éviter l'arbitraire des rénovations, avec l'appui d'instances fédérales ou internationales face aux pouvoirs locaux. Le patrimoine, à travers la législation qui le définit et le délimite, est donc envisagé dans les travaux de P. Melé comme levier d'intervention dans les centres-villes, et les différents acteurs concernés, habitants, propriétaires, pouvoirs locaux, instances internationales, tentent de l'utiliser à leur profit, afin de mieux maîtriser l'espace urbain et ses transformations.

M. Gravari-Barbas affiche dans son premier texte sur le sujet une certaine proximité avec l'approche de G. Di Méo, parlant de « patrimonialisation du territoire » et de « territorialisation du patrimoine » (Gravari-Barbas, 1996). Mais elle se montre d'emblée plus sensible aux questions d'enjeux de pouvoir, en évoquant notamment la mobilisation d'associations locales face à des projets de démolitions, et en qualifiant le patrimoine ainsi défendu « d'outil d'opposition sociale ou politique » (Gravari-Barbas, 1996, p. 62). Elle pointe également les processus d'instrumentalisation du patrimoine par ceux (les élus notamment) qui ont intérêt à fixer un groupe à un territoire et à créer du lien identitaire. Ses textes ultérieurs s'orientent d'ailleurs nettement vers les questions de conflits patrimoniaux, de politiques et de « gouvernance » patrimoniales : elle nous montre que le patrimoine fonctionne de plus en plus comme un objet politique (Gravari-Barbas, 2004).

Cette idée selon laquelle le patrimoine, loin d'être objet de consensus et de fonctionner comme « bien commun », est construit par certains groupes sociaux et constitue une ressource voire une forme de capital symbolique, est développée dans le cadre du laboratoire de recherche (UMR ESO) dans lequel elle s'inscrit. La patrimonialisation y est envisagée de manière privilégiée comme mode d'appropriation de l'espace et de légitimation des groupes sociaux (Norris, 2000).

En prise depuis longtemps avec les enjeux de réhabilitation des centres anciens, F. Tomas s'inscrivait également dans cette approche du patrimoine, en articulant les enjeux patrimoniaux, les modes d'intervention de la puissance publique et les mobilisations des habitants, celles issues des milieux populaires notamment (Tomas, 2004).

Cette focalisation sur quelques auteurs, parmi les premiers à avoir abordé le patrimoine en géographes, révèle des approches différentes. Les uns mettent l'accent sur le « vivre ensemble », sur le lien social, sur les nouvelles solidarités, en articulant le patrimoine au territoire. Les autres insistent plutôt sur les conflits autour de la définition et de l'appropriation du patrimoine, sur les enjeux de pouvoir et de légitimité, sur les inégalités en matière d'accès au patrimoine.

2.2 Les grands types d'approche du patrimoine en géographie

Afin de prolonger ces premières analyses de quelques auteurs et quelques textes, nous avons voulu caractériser plus largement les manières d'envisager le patrimoine en géographie. Nous avons pour cela croisé deux méthodes, l'une quantitative, à partir des mots-clefs du *Répertoire des géographes*, l'autre qualitative, à partir d'une lecture comparée des textes de certains colloques.

2.2.1 Une typologie à partir du *Répertoire des géographes*

Nous avons relevé l'ensemble des mots-clefs choisis par les géographes qui déclarent travailler sur le patrimoine, partant de l'hypothèse qu'ils nous permettent de contextualiser les travaux menés sur le patrimoine.

Les mots-clefs les plus cités s'inscrivent dans deux registres principaux, qui renvoient l'un du côté de l'idéal (*représentation, identité*), l'autre du côté du matériel, des interventions concrètes sur l'espace (*aménagement, tourisme*), les mots *territoire* et *paysage* se situant à cheval sur les deux. Ce sont les mots-clefs *représentation, tourisme* et *aménagement* qui voient leur usage augmenter le plus fortement, indiquant quelles sont les tendances actuelles dans la manière d'aborder le patrimoine en géographie.

Une analyse des correspondances multiples nous a permis de situer ces différents mots-clefs les uns par rapport aux autres et de construire une typologie.

Sur le premier axe s'opposent d'une part *développement, aménagement, tourisme* et *territoire* et d'autre part *paysage, géographie urbaine* et *géographie historique*. Comme s'il y avait d'un côté une vision aménagiste et opérationnelle du patrimoine et de l'autre une vision plus morphologique et historique. Sur le deuxième axe de l'analyse s'opposent *environnement* et *représentation* d'une part, *identité* et *géographie culturelle* d'autre part.

En fonction de la répartition des géographes du *Répertoire* dans cette analyse des correspondances, nous pouvons proposer trois grands types d'approches du patrimoine :

- une approche en terme d'aménagement, de développement des territoires, sous l'angle touristique notamment ;
- une approche en terme de paysage, de représentations et d'environnement, associée plutôt à la géographie sociale et à la géographie urbaine ;
- une approche en terme d'identité, associée fortement à la géographie culturelle et dans une moindre mesure à la géographie historique.

Muni de cette grille d'analyse, nous avons relu les textes des géographes dans les corpus constitués par les principaux colloques sur le patrimoine.

2.2.2 Une typologie basée sur la lecture des principaux colloques

Nous avons choisi le colloque *Patrimoine maritime*, qui nous est apparu le plus diversifié du point de vue des interventions de géographes (Péron, 2002), compte tenu de sa problématique large⁹. Cette lecture nous a

9 Même si la thématique en est étroite. Le sous-titre du colloque est : « construire, transmettre, utiliser, symboliser les héritages maritimes européens ».

permis de confirmer et d'affiner la grille issue du *Répertoire*. Dans ce corpus, les textes des géographes se ventilent de manière équilibrée entre les trois types d'approche du patrimoine.

Un premier type rassemble des textes qui portent sur les aménagements, les transformations des espaces (revalorisation, dynamiques économiques, touristiques...) induites par les formes de reconnaissance et de mise en valeur du patrimoine. Ces textes renvoient généralement à des espaces circonscrits, dont il s'agit de décrire les mutations, en lien avec les dynamiques patrimoniales. Parmi eux figurent ceux de J.-P. Augustin sur « le patrimoine maritime comme élément de restructuration des territoires littoraux » et de B. Lalo sur « La “ville-port” et le “pays maritime” au centre des enjeux d'aménagement et de transport des littoraux atlantiques ». Cette manière d'aborder le patrimoine est la plus classique en géographie puisqu'il est envisagé comme paramètre de l'organisation et de l'aménagement de l'espace.

Un second type correspond à des textes qui mettent en évidence les jeux d'acteurs et les conflits autour des représentations et mise en valeur des patrimoines et des mémoires. Il y est beaucoup question d'acteurs, de groupes sociaux et d'enjeux politiques, comme par exemple dans les textes de J.-R. Couliou, « acteurs et chemins du patrimoine dans une ville port de pêche » ou de C. Chivallon sur « la mémoire maritime sélective des cités portuaires ayant pratiqué la traite des Noirs ».

Un troisième type de textes met en exergue les constructions identitaires qui sont suscitées autour du patrimoine. Il est alors conçu comme facteur de mobilisation collective, de cohésion sociale et au final comme moteur de la construction territoriale. Nous retrouvons parmi les auteurs G. Di Méo (« Retrouver la mer par l'imaginaire et la fiction ») ou A. Le Dem (« la fête maritime contemporaine, moyen de transmission des héritages maritimes »).

Appliquée à un autre colloque, *Habiter le patrimoine* (Gravari-Barbas, 2005), cette grille de lecture nous permet de retrouver ces trois grands types de travaux, avec des textes qui portent plutôt sur la mise en valeur du patrimoine et des espaces, sous l'angle touristique notamment, des textes qui mettent en exergue les enjeux, les conflits, les processus de gentrification et de ségrégation dans les villes et enfin des textes axés sur la construction des identités, dans les pays anciennement colonisés notamment.

Dans ces deux dernières approches du patrimoine, ce sont les sociétés qui, à travers le patrimoine et dans leur dimension spatiale, sont l'objet de la réflexion : ces travaux sont représentatifs de ce nouvel ancrage de la discipline dans les sciences sociales. Nous retrouvons là les deux grandes sensibilités perçues chez les « pionniers » du patrimoine en géographie. Si l'une, attentive aux conflits, aux rapports sociaux est plus proche de la géographie sociale et l'autre, axée sur les identités, plus en phase avec la géographie culturelle, il s'en faut que les « étiquettes » de la géographie soient aussi faciles à attribuer lorsqu'il s'agit d'aborder le patrimoine.

2.3 *Le patrimoine, révélateur de recompositions à l'intérieur de la géographie*

Cet objet patrimoine met en évidence des formes de recomposition au sein de la géographie et de relativisation des étiquettes traditionnelles.

2.3.1 Une forme de convergence entre géographie sociale et géographie culturelle autour du patrimoine

L'éditorial du numéro de *Géocarrefour* intitulé « patrimoine et aménagement urbain » nous est apparu révélateur d'un certain décalage entre ces étiquettes et les manières d'appréhender le patrimoine.

« Le thème (du patrimoine) couvre des champs multiples, à distinguer dans une démarche d'analyse, mais articulés les uns avec les autres dans la réalité. Il relève de la géographie sociale quand lui sont liées la spéculation foncière et immobilière, et la ségrégation qui se crée ou peut se créer en l'absence de régulation suffisante par les pouvoirs publics. Il a aussi à voir, faut-il le préciser, avec la géographie culturelle à travers l'inégale valorisation symbolique des lieux et leur appropriation dans la conscience des résidents. Il débouche enfin sur la géographie politique, non seulement par les débats auxquels il donne lieu sur les aménagements possibles, mais aussi parce que le social et le culturel alimentent très normalement la sphère du politique » (Commerçon, Bret, 2004, p. 195).

À travers ce propos, c'est la géographie culturelle qui semble entretenir les liens les plus évidents avec l'objet patrimoine, ce que confirme la manière dont se définissent les géographes dans le *Répertoire* et ce que l'on retrouve par ailleurs dans la littérature géographique anglo-saxonne (Graham *et alii*, 2000).

Tab. 3 Les courants de la géographie associés au patrimoine dans le *Répertoire des géographes* (1998-2002).

Geographical trends related to heritage in the Yearbook of geographers (1998-2002).

Courants de la géographie	Édition 1998	Édition 2002
Géographie culturelle	13	22
Géographie sociale	10	9
Géographie historique	8	9
Géographie urbaine	4	5
<i>Géographie physique</i> ¹⁰	0	5
Géographie rurale	3	1

Mais la géographie sociale et la géographie politique, pourtant assez peu ou pas du tout associées au patrimoine dans le *Répertoire des géographes*, sont également citées comme légitimes dans le champ patrimonial.

10 Sont rassemblées sous cet intitulé les différentes composantes de la géographie physique.

Pour ce qui est de la géographie sociale, il s'agit cependant d'une vision assez restrictive. Certes les études relatives à l'articulation entre patrimonialisation, gentrification et ségrégation y ont toute leur place (Geindre *et alii*, 1997), de même que les enjeux d'appropriation du patrimoine comme ressource économique. Mais elles ne peuvent résumer à elles seules les rapports de la géographie sociale au patrimoine (Norois, 2000). La géographie sociale, rejoignant ainsi certaines préoccupations de la géographie culturelle, s'intéresse de plus en plus à ce que « l'inégale valorisation symbolique des lieux » nous dit de la hiérarchisation des individus et des groupes et de leur positionnement social.

Le texte de P. Claval, « père fondateur » de la géographie culturelle française, dans les actes du colloque « Regards croisés sur le patrimoine dans le monde »¹¹ est révélateur de cette forme de convergence possible autour de l'objet patrimoine. Quand il analyse la manière dont le sens du patrimoine varie selon les aires culturelles et qu'il interprète « l'inflation patrimoniale » dans les pays occidentaux, en tant que « substitut de sacralité », il est conforme à ce que l'on attend classiquement d'une analyse « culturaliste ». Mais il s'intéresse également au profil social des mémoires ou des symboles associés au patrimoine, ainsi qu'aux types de classes sociales (« classes supérieures et moyennes ») qui sont motrices en matière de protection du patrimoine. Sur un terrain que l'on assimilerait *a priori* à la géographie sociale, il va même jusqu'à proposer la notion de « gentrification du patrimoine » pour décrire l'ensemble des formes d'appropriation des héritages populaires par les classes aisées et instruites, que ce soit en centre-ville ou à la campagne, aux dépens des catégories populaires elles-mêmes (Claval, 2004, p. 51).

À l'image de ce que l'on observe dans le monde anglo-saxon, on assiste sinon à un effacement du moins à une relativisation des frontières internes à la discipline, notamment en ce qui concerne les géographies non spatiales et tout particulièrement entre la géographie sociale et la géographie culturelle (Philo, Söderström, 2004 ; Séchet, Veschambre, 2006).

2.3.2 Vers une géographie sociale des enjeux identitaires et symboliques (ou une géographie culturelle des rapports sociaux) ?

Si certains craignent, dans le cadre de ce rapprochement, une forme de dissolution de la géographie sociale¹² dans le *cultural turn*, il nous semble qu'il y a place pour une géographie sociale renouvelée, enrichie par la prise en compte des systèmes de signification dans l'appréhension des rapports sociaux.

Envisager la définition des groupes sociaux dans la dimension spatiale, et leur positionnement dans la hiérarchie sociale, implique de prendre en considération

11 Colloque d'ailleurs co-organisé par un laboratoire de géographie sociale (ESO) et par un laboratoire de géographie culturelle (Espace et culture).

12 C. Philo parle de « désocialisation de la géographie humaine » (Philo, Söderström, 2004).

leurs attributs symboliques, leur visibilité et leur légitimité dans l'espace (Lussault, 2000), leur capacité à produire un marquage symbolique, identitaire de l'espace (Bulot, Veschambre, 2006). Ce qui nous renvoie notamment à la question de la patrimonialisation et plus particulièrement à celle des inégalités en matière de production et d'appropriation du patrimoine. Pour plagier M. Lussault, on pourrait dire que le patrimoine est un instrument essentiel de construction de la légitimité des acteurs sociaux et des groupes sociaux, et par là même de construction des inégalités sociales.

Nos travaux relatifs à l'appropriation symbolique d'éléments patrimonialisés et par là même, des espaces dans lesquels ils s'inscrivent, montrent combien ce registre symbolique et identitaire est important pour définir les groupes sociaux, identifier les enjeux de légitimation et les luttes de classement, qu'il s'agisse de patrimonialiser et de s'approprier une Unité d'habitation Le Corbusier ou des quartiers centraux anciennement taudifiés (Veschambre, 2000, 2005).

Une telle approche peut s'appuyer sur les réflexions de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, qui analysent la dimension spatiale de la domination, à travers leur travail sur la grande bourgeoisie, en étant particulièrement attentifs au registre du symbolique. Dans leur définition du *Dictionnaire de l'habitat*, ils soulignent combien le fait d'habiter le patrimoine représente pour les dominants une manière de maîtriser le passé, le présent et l'avenir, d'asseoir leur domination à travers la visibilité de ce patrimoine (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2005). À l'inverse, ils nous rappellent que l'on refuse généralement aux dominés la patrimonialisation de leur habitat, qu'ils subissent périodiquement la démolition de celui-ci, ce qui est une manière d'exprimer leur dévalorisation et de rappeler que leur existence est vouée à la précarité.

De ce point de vue, l'objet patrimoine permet non seulement d'envisager la « matérialité comme forme avérée de l'existence sociale », selon les vœux de C. Chivallon (2003), mais au-delà d'en faire le point d'ancrage d'une approche renouvelée des inégalités sociales et des rapports de domination.

Conclusion

Malgré la dimension spatiale évidente de la construction du patrimoine, la géographie a été l'une des dernières disciplines au sein des sciences sociales à s'y intéresser, ou plus exactement, puisque des thèses ont été soutenues précocement sur le sujet, à s'y consacrer en terme de publications. Devenus beaucoup plus nombreux, les travaux des géographes apparaissent cependant encore peu visibles dans cette thématique patrimoniale transdisciplinaire. Nous avons interprété cela comme le reflet d'un déficit de légitimité, révélateur d'un retard pris à afficher la discipline comme science sociale.

Les géographes abordent la problématique patrimoniale selon trois grands types d'approches : la place du patrimoine en matière d'aménagement et de développement, les constructions identitaires à base territoriale, les jeux d'acteurs, les conflits, autour de la construction patrimoniale. Ce

sont ces deux dernières approches qui nous semblent les plus en phase avec une démarche de science sociale.

À partir de là se dessine l'angle d'approche spécifique qui pourrait être celui de la discipline dans la thématique patrimoniale, que les géographes ont jusqu'à présent assez peu explicité. Derrière la volonté de mettre en valeur et de conserver certains héritages, certains espaces, ce sont bien des enjeux sociaux et politiques de captation de ressources (symboliques et économiques) et d'appropriation d'espaces qu'il s'agit d'éclairer (Lazzarotti, 2003). Les géographes nous semblent bien placés pour mettre évidence la dimension spatiale de la construction patrimoniale et pour l'articuler aux enjeux de pouvoir.

Les auteurs de l'ouvrage *Geography of heritage* proposent d'articuler construction identitaire (*heritage and identity*) et construction des inégalités sociales (*heritage and class*), assimilant le patrimoine à un champ de luttes sociales (Graham *et alii*, 2000). La géographie francophone nous semble bien placée pour appréhender, dans une problématique patrimoniale, à la fois les processus identitaires et les rapports sociaux, que ce soit du point de vue de la géographie culturelle ou de la géographie sociale.

Département de géographie de l'Université d'Angers
35, rue de la Barre
49000 Angers
Vincent.veschambre@univ-angers.fr

Bibliographie

- Andrieux J.-Y. (dir.) (1998), *Patrimoine et société*, Rennes, PUR, 319 p.
- Babelon J.-P., Chastel A. (1980), « La notion de patrimoine », *Revue de l'Art*, n° 49, p. 5-32.
- Brunet R. (dir.) (1992), *Les mots de la géographie*, Paris, Reclus-La Documentation française, 470 p.
- Béghain P. (1998), *Le patrimoine : culture et lien social*, Paris, Presse de science po, 111 p.
- Boumaza N. (1991), « Le patrimoine bâti : ressource pour une alternative », in K. Mechta (dir.), *Patrimoine, tradition, modernité : architecture et urbanisme au Maghreb*, Paris, Publisud, p. 207-217.
- Bourdin A. (1984), *Le patrimoine réinventé*, Paris, PUF, 239 p.
- Veschambre V., Bulot T. (dir.) (2006), *Mots, traces, marques : dimension spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan, 247 p.
- Burgel G. (2001), « Mémoire de la ville et recomposition urbaine », in F. Loyer (dir.), *Ville d'hier, ville d'aujourd'hui en Europe : Actes des Entretiens du patrimoine*, Paris, Fayard, p. 95-104.
- Chastel A. (1986), « La notion de patrimoine », in P. Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. 2 : La Nation, p. 405-450.
- Chevallier L. (2000), « Avant-propos », in M. Rautenberg *et alii* (dir.), *Campagnes de tous nos désirs*, collection ethnologie de la France, Cahier 16, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 9-14.
- Chivallon C. (2000), « D'un espace appelant forcément les sciences sociales pour le comprendre », in J. Lévy, M. Lussault (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Paris, Belin, p. 319-333.

- Chivallon C. (2003), « Une vision de la géographie sociale et culturelle en France », *Annales de géographie*, n° 634, p. 646-657.
- Choay F. (1992), *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 271 p.
- Claval P. (2003), « Sens patrimoniaux dans le monde », in M. Gravari-Barbas, S. Guichard-Anguis (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, p. 45-58.
- Commerçon N., Bret B. (2004), « Avant propos, Patrimoine et aménagement urbain », *Géocarrefour*, n° 3, vol. 79, p. 195-196.
- Desvallées A. (1998), « À l'origine du mot patrimoine », in D. Poulot (dir.), *Patrimoine et modernité*, Paris, L'Harmattan, p. 89-105.
- Di Méo G. (1991), *L'Homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos, 319 p.
- Di Méo G., Castaingts J.-P., Ducournau C. (1992), « La patrimonialité des territoires, ses effets dynamiques », in Y. Lamy (dir.), *Le pouvoir de protéger*, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, p. 81-108.
- Di Méo G., Castaingts J.-P., Ducournau C. (1993), « Territoire, patrimoine et formations socio-spatiales », *Annales de géographie*, p. 472-502.
- Di Méo G. (1995), « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », *Espaces et Sociétés*, n° 78, p. 16-33.
- Di Méo G., Hinnewinkel J.-C. (1999), « Représentations patrimoniales et recompositions territoriales vécues dans l'Entre-deux-mers girondin », *Géographie et Culture*, n° 30, p. 51-66.
- Fabre D. (1997), « Le patrimoine, l'ethnologie », in P. Nora (dir.), *Science et conscience du patrimoine*, Entretiens du patrimoine, p. 59-72.
- Furet F. (dir.) (1997), *Patrimoine, temps, espace*, Actes des Entretiens du patrimoine, Paris, Fayard/CNMHS/Éditions du patrimoine, 440 p.
- Garat I., Gravari-Barbas M., Veschambre V. (2001), « Émergence et affirmation du patrimoine dans la géographie française : la position de la géographie sociale », in J.-M. Fournier (dir.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, actes du colloque de géographie sociale de Caen (18-19 novembre 1999), Les Documents de la MRSH, n° 14, p. 31-40.
- Geindre L., Eliet P., Jaillot M.-C. (1997), « La mise en valeur du centre ancien d'Albi, l'enjeu patrimonial », in N. Commerçon, P. Goujon (dir.), *Villes moyennes, Espace, Société, Patrimoine*, Actes du colloque de Mâcon (1995), Presses Universitaires de Lyon, p. 425-438.
- Graham B., Ashworth G.J., Tunbridge J.E. (2000), *A geography of heritage*, Londres, Arnold, 284 p.
- Gravari-Barbas M. (1996), « Le "sang" et le "sol" : le patrimoine, facteur d'appartenance à un territoire urbain », *Géographie et culture*, n° 20, p. 55-68.
- Gravari-Barbas M., Guichard-Anguis S. (dir.) (2003), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 958 p.
- Gravari-Barbas M. (2004), « Politiques patrimoniales locales : quelle marge de manœuvre pour une "gouvernance patrimoniale" ? Les cas d'Angers et du Havre », *Pouvoirs Locaux : les nouveaux espaces du patrimoine*, n° 63, décembre 2004, p. 84-93.
- Gravari-Barbas M. (dir.) (2005), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Rennes, PUR, 618 p.
- Guillaume M. (1980), *La politique du Patrimoine*, Paris, Galilée, 196 p.
- Joly J. (1983), « La réhabilitation des quartiers anciens de Grenoble : modes d'intervention et effets sociaux », in D. Noin (dir.), *Actes du colloque de géographie sociale de Lyon*, p. 392-416.
- Lazzarotti O. (2003), « Patrimoine », in J. Lévy, M. Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 692-693.
- Leniaud J.-M. (1992), *L'utopie française, essai sur le patrimoine*, Paris, Mengès, 182 p.
- Lévy J.-P. (1987), « Réflexion sur l'évolution contemporaine des centres-villes », *BAGF*, n° 4, p. 308-316.
- Loyer F. (2000), « Patrimoine urbain », in T. Paquot, M. Lussault, S. Body Gendrot (dir.), *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 301-312.

- Lussault M. (2000), « Actions (!) », in J. Lévy, M. Lussault (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Paris, Belin, p. 11-36.
- Lussault M. (2003), « Identité spatiale », in J. Lévy, M. Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 480-481.
- Norois (2000), « Patrimoine et environnement : les territoires du conflit », n° 185, t. 47, 173 p.
- Melé P. (1995), « Historicité et espace urbain, patrimoine et stratégies d'image dans les centres-villes mexicains », *Cahiers des Amériques latines*, n° 18, p. 80-103.
- Melé P. (1996), « Quartiers populaire et patrimoine au Mexique », *Annales de la recherche urbaine*, n° 72, p. 22-32.
- Pelletier J. (1992), « Réhabilitation et transformation du tissu social », in R. Neyret (dir.), *Le patrimoine, atout du développement*, Lyon, PUL, p. 27-30.
- Péron F. (2001), « Patrimoine culturel et géographie sociale », in J.-M. Fournier (dir.), *Faire la géographie sociale aujourd'hui, actes du colloque de géographie sociale de Caen (18-19 novembre 1999)*, Les Documents de la MRSB, n° 14, p. 19-29.
- Péron F. (dir.) (2002), *Le patrimoine maritime, construire, transmettre, utiliser, symboliser les héritages maritimes européens*, Rennes, PUR, 730 p.
- Philo C., Söderström O. (2004), « La géographie sociale : la société dans son espace », in G. Benko, U. Strohmayer (dir.), *Horizons géographiques*, Paris, Bréal, p. 75-149.
- Pinçon-Charlot M., Pinçon M. (2002), « Le patrimoine habité », in M. Segaud, J. Brun, J.-C. Driant (dir.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, p. 319-322.
- Pinçon-Charlot M., Pinçon M. (2005), *Châteaux et châtelains*, Paris, Éditions Anne Carrière, 291 p.
- Poulot D. (1993), « Le sens du patrimoine : hier et aujourd'hui », *Annales Économies Sociétés Civilisations*, n° 6, p. 1601-1613.
- Poulot D. (1998), *Patrimoine et modernité*, Paris, L'Harmattan, coll. Chemins de mémoire, 312 p.
- Rautenberg M. (1998), « L'émergence patrimoniale de l'ethnologie », in D. Poulot (dir.), *Patrimoine et modernité*, Paris, L'Harmattan, p. 279-290.
- Rautenberg M. (2003), *La rupture patrimoniale, Bernin, À la croisée*, 173 p.
- Ripoll F., Veschambre V. (2002), « Face à l'hégémonie du territoire : éléments pour une réflexion critique », in Y. Jean, C. Calenge, *Lire les territoires*, Tours, Presses de la MSH, coll. Villes et territoires, n° 3, p. 261-288.
- Roncalolo M. (1997), « La géographie humaine », in P. Nora (dir.), *Science et Conscience du Patrimoine*, Actes des Entretiens du patrimoine, Paris, Fayard, p. 19-23.
- Séchet R., Veschambre V. (dir.) (2006), *Penser et faire la géographie sociale*, Rennes, PUR.
- Tomas F. (1985), « Quartiers anciens et stratégies urbaines, d'une crise à l'autre vu de Saint-Étienne », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 60/3, p. 171-203.
- Tomas F. (2004), « les temporalités du patrimoine et de l'aménagement urbain », *Géocarrefour*, vol. 79, 3/2004, p. 197-210.
- Troin J.-F. (1991), « Le patrimoine, quoi, pourquoi, pour qui ? », in K. Mechta (dir.), *Patrimoine, tradition, modernité : architecture et urbanisme au Maghreb*, Paris, Publisud, p. 31-34.
- Veschambre V. (1998), « Le patrimoine : de la pierre au paysage », in J.-M. Fournier, B. Raoult (dir.), *Environnement, aménagement, société en Basse-Normandie*, Les Documents de la Maison de la MRSB de Caen, n° 6, p. 55-76.
- Veschambre V. (2000), « Patrimonialisation et enjeux politiques : les édifices Le Corbusier à Firminy », *Patrimoine et environnement : les territoires du conflit, Norois*, n° 185, t. 47, 2000-1, p. 125-138.
- Veschambre V. (2005), « Effacement et réappropriation de l'habitat populaire dans les centres anciens patrimonialisés : les exemples du Vieux-Mans et de la Doutre à Angers », in M. Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Rennes, PUR, coll. Géographie sociale, p. 245-264.